

IN EXTENSO

Cabinet SOGEC

640, rue Augustin Fresnel
Bâtiment C
76230 – ISNEAUVILLE

Tél +33 (0)2 32 85 39 85

catherine.gilles@inextenso.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

ASSOCIATION L'ELAN

Siège social : 25, rue du Contrat Social

76000 - ROUEN

ASSOCIATION L'ELAN

Siège social : 25, rue du Contrat Social

76000 - ROUEN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'association L'ELAN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'ELAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons porté particulièrement notre attention sur l'exhaustivité des produits de tarification, sur la séparation des produits et des charges de l'exercice et sur les informations contenues dans l'annexe, cela nous a conduit à conforter notre position sur la certification des comptes de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

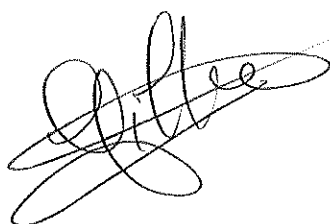
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois-Guillaume, le 17 juin 2024

S. O. G. E. C.
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gilles', with a large, stylized flourish underneath.

Catherine GILLES
Associée



ASSOCIATION L'ELAN - BILAN CONSOLIDE 2023

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	14 790	11 938	2 852	4 280
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	11 051	11 051	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	101 056	-	101 056	101 056
Constructions	1 515 947	616 074	899 873	883 294
Installations techniques, matériel et outillage industriel	8 722	4 361	4 361	5 815
Autres immobilisations corporelles	172 595	130 403	42 193	41 386
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	375	-	375	375
TOTAL I	1 824 536	773 827	1 050 709	1 036 207
Actif circulant				
Stocks et en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	2 768	-	2 768	8 721
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	451 686	-	451 686	293 345
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	109 381	-	109 381	89 391
Valeurs mobilières de placement	338 429	1 719	336 710	325 672
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 315 340	-	1 315 340	1 433 101
Charges constatées d'avance	9 731	-	9 731	10 643
TOTAL II	2 227 335	1 719	2 225 616	2 160 873
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 051 871	775 545	3 276 325	3 197 079



ASSOCIATION L'ELAN - BILAN CONSOLIDE 2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	587 685	592 158
Fonds propres complémentaires	0	0
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	536 988	462 965
Réserves contrôlées par les financeurs	306 041	306 041
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-33 940	188 726
Excédent ou déficit de l'exercice	30 295	-153 116
Situation nette (sous total)	1 427 069	1 396 774
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	518 910	540 885
Provisions réglementées	429 206	417 246
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	2 375 185	2 354 906
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	100 000	100 000
Provisions pour charges	312 597	275 721
TOTAL III	412 597	375 721
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commande	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 490	20 264
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	377 248	373 089
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	75 804	73 099
Instruments de trésorerie	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL IV	488 543	466 452
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 276 325	3 197 079

CERTIFIE
S.O.G.E.C.
Commissaire aux Comptes



Association l'ELAN - Compte de résultat consolidé 2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Produits de tiers financeurs		
Dotations et produits de tarification	2 826 595	2 347 697
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	-	-
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	-	-
<i>Mécénats</i>	-	-
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 384	123 380
Utilisations des fonds dédiés	-	-
Autres produits	228	697
TOTAL I	2 852 207	2 471 774
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	231 145	208 487
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	210 381	205 537
Salaires et traitements	1 588 700	1 454 981
Charges sociales	707 725	644 153
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	82 674	72 401
Report en fonds dédiés	-	-
Autres Charges	10	140
TOTAL II	2 820 634	2 585 700
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	31 574	- 113 926
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	14 445	2 557
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 323	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL III	25 768	2 557
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	-	8 840
Intérêts et charges assimilées	-	-
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV		8 840
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	25 768	- 6 283
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	57 342	- 120 209

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	500
Sur opérations en capital	21 975	19 375
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
TOTAL V	21 975	19 875
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	49 022	52 782
TOTAL VI	49 022	52 782
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	- 27 047	- 32 907
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
Total des produits (I+III+V)	2 899 951	2 494 206
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 869 656	2 647 322
EXCEDENT OU DEFICIT	30 295	- 153 116

ANNEXE
AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE 2023

Annexe au bilan, avant répartition du résultat, de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 3 276 324 € et au compte de résultat dégageant un excédent de 30 295 €.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1 - OBJET SOCIAL

Il est formé entre les adhérents aux présents statuts et ceux qui adhéreront ultérieurement, une association régie par la Loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination :

« L'ELAN »

Cette association a pour objet d'œuvrer à la protection de l'enfance.

Elle a vocation notamment à apporter aux mineurs et jeunes majeurs protection, soutien et éducation. A ce titre, elle gère principalement des établissements ou services sociaux ou médico-sociaux légalement autorisés, habilités ou conventionnés afin de disposer des moyens nécessaires à son action.

L'association est force de proposition pour créer et porter toute nouvelle action répondant aux besoins des enfants et de leur famille.

Elle intervient également en réponse à la demande des services sociaux et médico-sociaux des collectivités territoriales et de l'Etat, et plus particulièrement du Conseil Départemental, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou des Magistrats. L'association a vocation également à intervenir dans le cadre des politiques familiales et de la petite enfance.

Il s'agit, entre autres, d'effectuer des missions d'action éducative en milieu ouvert, intervention classique ou renforcée à domicile, des mesures d'investigation judiciaire ou d'apporter des réponses aux problèmes relevant de la protection de la jeunesse.

Son but est d'apporter son concours aux responsables de la politique sociale du Conseil Départemental, aux Magistrats et à tout partenaire institutionnel en ce qui concerne les familles et la protection des jeunes.

Il pourrait également consister, en fonction des besoins, à remplir toutes missions spécifiques confiées par le pouvoir administratif, judiciaire, tant au civil qu'au pénal, concernant des enfants et des adultes.

Le projet associatif précise la politique menée par l'association, ses moyens et ses projets de développement.

Son but est d'apporter son concours aux responsables de la politique sociale du Conseil Général et aux magistrats en ce qui concerne les familles et la protection des jeunes.

Pour 2023, l'association était mandatée pour réaliser :

- 639 Mesures d'Action Educative judiciaires ou administratives
- 25 Mesures d'Intervention Educative renforcée judiciaire ou administrative + 10 supplémentaires pour répondre à un plan d'urgence
- 142 Mesures d'Investigations Judiciaires Educatives
- 2 Actions de soutiens à la parentalité
- 30 Mesures Espace Rencontre

2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément aux règlements ANC n° 2014-03 et du règlement ANC n° 2018-061.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Immobilisations	Durée d'amortissement
Gros Œuvre	50 ans
Couverture	5 ans
Chauffage	5 ans
Electricité	15 ans
Ravalement	15 ans
Menuiserie intérieure et extérieure	25 ans
Autres agencements	10 ans
Matériel et mobilier	5 à 10 ans
Mobilier de bureau et informatique	3 à 10 ans

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue de chaque composant.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS POUR INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Au Passif du Bilan, la rubrique « Provision pour Charges » est de 312 597 €. Le chiffre global de ces indemnités, charges sociales et fiscales comprises, est d'un montant équivalent.

Cette évaluation a été effectuée en tenant compte de la probabilité de survie des salariés à l'âge de 64 ans et d'un taux de turn-over fixé en fonction de l'âge du salarié.

Cet exercice, la provision a fait l'objet d'une dotation d'un montant de 37 062 € pour les salariés présents au 31/12/2023 et d'une reprise de 186 € pour les salariés sortis courant 2023.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Ce poste, qui s'élève à 429 206 € regroupe les provisions constituées conformément aux obligations spécifiques imposées par la réglementation budgétaire (instruction budgétaire et comptable M22) incluant :

- Différence de réalisation d'éléments d'actif pour 223 801 € : contrepartie des produits financiers et plus-values de cession affectées en ressource de la section d'investissement.
- Réserves réglementées sur produits financiers pour 205 405 €.

PROVISION CONGES PAYES

En application de l'avis du C.N.C. n° 2007-05 du 4 mai 2007, le montant de la créance envers les financeurs figurant à l'actif du bilan au 31.12.2007 et correspondant au montant de la provision pour congés à payer, charges incluses des années 2004 à 2006, à l'ouverture de l'exercice 2007 soit 8 595 € avait été comptabilisé au débit du compte 114 210 « Dépenses refusées par l'autorité de tarification » et figurait au passif du bilan au poste « Report à Nouveau » en moins des fonds propres de l'Association au 31/12/2019.

A compter du 1^{er} Janvier 2020 et en application du règlement ANC n° 2018-061, cette provision figure désormais dans un compte 115 210 « « Dépenses refusées par l'autorité de tarification ». Ce changement de réglementation a pour but de reclasser cette dépense en « Réserves sous contrôle des tiers financeurs ».

La variation de la provision, incluant la charge de l'année 2023, a été portée par affectation du résultat au passif du bilan au débit du compte 115 200 « Dépenses pour congés payés ».

La variation de la provision au titre de l'exercice a été comptabilisée au compte de résultat.

AUTRES PROVISIONS

Une provision pour litige d'ordre social a été comptabilisée en 2015 pour faire face à une sortie de ressource probable. L'association a estimé, que le coût serait de l'ordre de 20 000 euros avec une provision complémentaire de 50 000 € en 2018.

Sur l'exercice 2021, les différents d'ordre social existent toujours et l'évaluation dans le bilan inclus une provision complémentaire de 30 000 €.

En 2023, plusieurs jugements ont été rendus, suivis de suite par une saisine de la Cour d'Appel de l'une ou l'autre des parties. Comptablement, cela se traduit par un maintien de la provision.

3 – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1/ Covid 19

A la date où nous établissons ces annexes, la plupart des restrictions sont levées. Un accord d'entreprise prévoit la possibilité pour les salariés de faire du télétravail une fois la semaine avec une planification 7 jours à l'avance.

Le travail avec les familles s'est poursuivi normalement.

2/ Activités

L'activité de Milieu Ouvert pour 2023 est de 230 736 journées contre 233 235 journées budgétées soit un taux d'activité près de 99%. L'activité a connu une nette remontée sur le deuxième semestre 2023. La tendance pour 2024 est semblable.

L'activité d'Interventions Educatives à Domicile Renforcée est de 9 381 journées contre 9 125 journées budgétées soit un taux de près de 103%. A ces journées, s'ajoute une activité supplémentaire intitulée « plan d'urgence » qui fait suite à une sollicitation du Département de Seine-Maritime. Au regard des besoins du secteur, l'association s'est portée volontaire pour accompagner 10 familles supplémentaires de septembre 2023 à août 2024. Cela se traduit par 1 268 journées réalisées en plus des 9 381 précisés ci-dessus.

Le Département a, à plusieurs reprises indiqué la pérennisation de ces mesures. Nous sommes toujours dans l'attente d'un document l'officialisant.

L'activité des M.J.I.E. (Mesure Judiciaire d'Investigation Educative) représente une activité de 142 actes en 2023 comme prévu dans le budget prévisionnel. Le nombre d'ordonnances reçues est fort sur ce service ce qui amène l'association à devoir différer plusieurs mises en place.

L'activité Soutien à la Parentalité a permis plusieurs groupes de travail en lien avec la thématique « Être parents, c'est pas si simple ».

Enfin, l'association a ouvert son service Espace Rencontre au 1^{er} juillet 2023 permettant la mise en place de 15 mesures avec des visites parents-enfants possibles le mardi et vendredi soir en semaine 1 et samedi en semaine 2.

3/ Mise en conformité R.G.P.D.

Ce travail d'actualisation a fait l'objet d'une séance de travail avec notre D.P.O. courant septembre 2023.

4/Contentieux

Un jugement prud'homal a condamné l'association aux paiements de fortes indemnités en 2022. L'impact financier se ressent dans la trésorerie de l'association qui a fait appel de la décision et qui a obtenu gain de cause en début 2024.

Pour mémoire, l'association qui a également porté plainte au pénal, est en attente de la suite donnée par le Parquet.

Un autre arrêt de la cour d'Appel a été rendu courant 2024 condamnant l'association à verser d'importantes indemnités à un salarié sorti en 2019. Le délai de recours en cassation n'est pas encore terminé.

4 - DETAILS DE CERTAINS POSTES DU BILAN

4.1 TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT COMPTABLE

NATURE DU RESULTAT	EXCEDENT	DEFICIT
GESTION CONTROLEE (1)		
Milieu Ouvert		-47 141.00
I.E.D.R.	38 842.00	
M.J.I.E.	35 980.00	
Soutien à la parentalité		- 5 567.00
Espace rencontre	88.00	
TOTAL GESTION CONTROLEE		22 202.00
GESTION LIBRE (2)		
VIE ASSOCIATIVE		8 093.00
RESULTAT DE L'EXERCICE (1+2)		30 295.00

4.2 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Nature	Montant global - règlement ANC 2018-06	Augmentation	Diminution ou Consommation	Montant à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	592 158		4 473	587 685
Fonds associatifs avec droit de reprise	769 006	84 685	10 662	843 029
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	188 726		222 666	-33 940
Subvention d'investissement	540 885		21 975	518 910
Provisions règlementées	417 246	11 960		429 206
TOTAL intermédiaire	2 508 021	96 645	259 776	2 344 890
Résultat comptable de l'année	-153 116			30 295
Total des fonds associatifs	2 354 906			2 375 185

4.3 FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE

NATURE	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
		Dotation	Reprise	
Réserve pour investissements	0			0
Réserve de trésorerie	306 041			306 041
Excédent affecté à l'équipement	290 670	27 630		318 300
Réserve de compensation	165 920		38 293	127 627
Réserve pour formation	6 375			6 375
TOTAL RESERVES	769 006	27 630	38 293	758 343

4.4 TABLEAU EXPLICATIF DES RESERVES SOUS CONTROLE DES FINANCEURS

Affectation au Compte Administratif après approbation des Comptes Annuels

NATURE	DEBITEUR	CREDITEUR
Résultat en instance d'affectation dont :		35 891
<i>A l'exercice N</i>		35 000
<i>A l'exercice N+1</i>		891
<i>A l'exercice N+2</i>		0
A la réserve pour investissements		0
En cours rejetés		90 313
Compte Epargne temps rejetés	4 437	
Départ en retraite rejeté		80 116
Provision pour litige rejetée	80 000	
Dépenses pour congés payés	90 203	
Subvention non renouvelable		109 007
Dépenses de congés payés 2004-2006	8 595	
SOLDE avec application du règlement ANC n° 2018-061		132 092

4.5 TABLEAU DES PROVISIONS REGLEMENTEES

NATURE	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Différence sur réalisation d'éléments d'actif	223 801			223 801
Réserves règlementées sur produits financiers	193 445	11 960		205 405
TOTAUX	417 246	11 960		429 206

4.6 TABLEAU DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions		Montant à la fin de l'exercice
		Dotation	Reprise	Utilisation	
Provisions pour litiges	100 000	0	0	0	100 000
Autres provisions pour risques	275 721	37 062	186	0	312 597
TOTAL PROVISIONS	375 721	37 062	186	0	412 597

4.7 TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Immobilisations	Immobilisations au 1er Janvier 2022	Acquisitions de l'Exercice 2023	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2023	Immobilisations au 31 Décembre 2023
Immobilisations incorporelles				
201 Frais d'établissement	14 790			14 790
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires				
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles	11 051			11 051
Immobilisations corporelles				
211/221 Terrains	101 056			101 056
212/222 Agencements et aménagements des terrains,				
213/223 Constructions sur sol propre	1 440 190	77 493	1 736	1 515 947
214/224 Constructions sur sol d'autrui				
215/225 Installations, matériel et outillage techniques	9 770		1 048	8 722
218/228 Autres immobilisations corporelles	163 701	20 263	11 368	172 595
Dont Matériel de transport (2182/2282)				
Dont Matériel de bureau (2183/2283)	139 329	17 936	9 280	147 986
275 Dépôts et cautionnements versés	375			375
TOTAL GENERAL	1 740 932	97 756	14 152	1 824 536

4.8 TABEAU DES AMORTISSEMENTS

Libellé	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	21 561	1 428		22 989
Frais d'établissement	10 510	1 428		11 938
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques				
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	11 051			11 051
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	683 165	81 246	13 573	750 838
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains,				
Constructions sur sol propre	556 895	60 335	1 156	616 074
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériel et outillage techniques	3 954	1 454	1 048	4 361
Autres immobilisations corporelles	122 315	19 456	11 368	130 403
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPREC.	704 726	82 674	13 573	773 827

4.9 TABEAU DES ECHEANCES ET DES DETTES

Créances	31/12/2023	Échéances	
		à un an au plus	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-

Créances de l'actif circulant :	31/12/2023	Échéances	
		à un an au plus	A plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	454 454	454 454	
Autres créances clients	0	0	-
Personnel et comptes rattachés	3 926	3 926	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 500	17 500	-
Etat et autres collectivités publiques	0	0	-
Autres	87 955	87 955	-
Charges constatées d'avance	9 731	9 731	-
TOTAL	573 566	573 566	-

Dettes	31/12/2023	Échéances		
		A un an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes établissements de crédits	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Avances clients	0	0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 490	35 490	-	-
Personnel et comptes rattachés	161 961	161 961	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	156 383	156 383	-	-
Etat et autres collectivités publiques	58 905	58 905	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	75 804	75 804	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	488 543	488 543	-	-

5 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 TABLEAUX DES RETRAITEMENTS ENTRE RESULTAT COMPTABLE ET RESULTAT BUDGETAIRE

Résultat comptable des établissements en gestion contrôlée :	22 202
Reprise des résultats des exercices antérieurs	35 000
Neutralisation variation provision congés payés	21 274
Retraitement des encours	- 24 525
Allègement charges sociales	- 12 929
Dépenses non opposables aux financeurs	- 5 986
Résultat de l'exercice aux comptes administratifs :	35 036

5.2 ENGAGEMENTS FINANCIERS

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	
	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	NEANT

5.3 PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles sont pour 2023 de 0 €.

5.4 EFFECTIFS (à la clôture de l'exercice)

Effectif employé	En nombre
Personnel de direction	6
Personnel de secrétariat et service R.H.	4
Personnel des services généraux	1
Personnel éducatif et social	36
Personnel psychologue et paramédical	6
Total général	53

Nombre d'Equivalent Temps Plein sur l'année : 46.46.

5.5 REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES 3 PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES (Article 20 de la loi du 23 mai 2006)

L'association est dirigée par le bureau de l'association président, vice-président, trésorier, secrétaire ; tous ces membres sont bénévoles et donc non rémunérés.

La directrice est salariée de l'Association et est chargée de la mise en œuvre de ces décisions.

Cette seule personne concernée bénéficiant d'une rémunération, l'indication de cette information conduirait à fournir une information individuelle confidentielle.